

Les ressorts du renouveau dans les secteurs vitivinicole hongrois et roumains

Valérie Ciolos-Villemin, David Brazsil

DANS **POUR** 2013/1 N° 217 , PAGES 165 À 173

ÉDITIONS **GREP**

ISSN 0245-9442

DOI 10.3917/pour.217.0165

Date de mise en ligne : 04/06/2014

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-pour-2013-1-page-165?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour GREP.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Valérie CIOLOS-VILLEMIN

Ingénieur agronome, docteur en sciences économiques

David BRAZSIL

Vigneron, expert au Conseil national des Communautés de vin, expert de la Chambre d'agriculture de Hongrie auprès du Comité Vin du Copa-Cogeca

Les ressorts du renouveau dans les secteurs vitivinicoles hongrois et roumains

nous nous proposons dans cet article d'examiner les ressorts de la dynamique vitivinicole post-1990 des deux principaux producteurs des pays de l'est de l'UE : la Hongrie (71 000 ha) et la Roumanie (180 000 ha). Pour cela, nous faisons le choix de considérer le secteur viticole dans sa globalité, des structures commerciales à celles orientées vers l'autoconsommation. Ce secteur est en effet caractérisé par une forte bipolarité des structures vitivinicoles. Si le vignoble hongrois est entretenu par 82 000 vigneron, les 400 plus grandes caves contrôlent 80 % de la production vinicole. En Roumanie, environ 70 % des surfaces sont détenues par 99 % des exploitations d'une surface moyenne viticole de 0,1 ha, tandis qu'environ 23 % des surfaces sont cultivées par des structures d'une moyenne de 92 ha (Villemin, Andreff & Montaigne, 2011).

Les investissements réalisés dans ce secteur présentent quelques spécificités, en comparaison d'autres branches de l'économie :

- ils sont réalisés à une échelle locale. Nous souhaitons ici



souligner la différence avec des secteurs plus globalisés¹. Citons le sucre ou le lait, avec Danone, qui a restructuré le secteur du lait selon une approche régionale recouvrant l'est de l'Europe ;

- ils peuvent être motivés, d'un point de vue sociologique, par la recherche de prestige et d'une certaine légitimité².

Nous avons identifié trois ressorts des nouvelles dynamiques vitivinicoles :

- l'apport de capitaux, qu'ils soient étrangers ou d'origine nationale ;
- les traditions (perpétuées de manière plus ou moins isolées ou mises en réserve sous le communisme) ;
- des innovations locales.

Le développement du secteur vitivinicole *via* les investissements

Le premier ressort des nouvelles dynamiques vitivinicoles est le transfert de compétences et de capitaux *via* les investissements. Ce phénomène est particulièrement visible en Hongrie, pays qui se démarque dans les pays d'Europe centrale et orientale (PECO) par sa politique d'attraction de capitaux, souvent d'origine étrangère (les investissements directs étrangers ou IDE) : de 1990 à 1998, 18,9 % des IDE vers les PECO, soit 14 milliards de dollars, ont été investis en Hongrie, dont 15,1 % dans l'industrie agroalimentaire. Nous pouvons distinguer, en Hongrie, des capitaux : 1) d'origine étrangère (les IDE) ; 2) de la diaspora revenue au pays après 1990 ; 3) des hommes d'affaires hongrois qui ont fait fortune dans d'autres secteurs que la viticulture. En Roumanie, nous observons le premier et le dernier cas.

Les investissements directs étrangers

Les investisseurs étrangers sont majoritairement liés à la première phase de la privatisation hongroise qui a privilégié les entreprises étrangères pour la remise à niveau du secteur. Les étrangers (mentionnons les Français, avec Axa Millésime, GMF ou GAN, les Espagnols avec Vega Sicilia et les Anglo-Saxons, avec Hugh

1 L'analyse filière fait un lien entre les caractéristiques des produits qui définissent la filière et sa structuration. Des produits standards et non liés au terroir peuvent ainsi déterminer, selon le principe d'économie d'échelle, une insertion géographique plus large que des produits liés au terroir, comme l'est le vin (cf. par exemple, Montaigne *et al.*, 2005, 2006, 2008 ; Montigaud, 1992 ; Terpend, 1987).

2 Selon la pyramide des besoins de Maslow, une fois les besoins de l'individu assurés du point de vue de la physiologie, puis de la sécurité, puis de l'appartenance et de l'amour, les individus peuvent rechercher l'estime (confiance et respect de soi, reconnaissance et appréciation des autres) et enfin un besoin d'accomplissement de soi. La propriété d'un domaine viticole et la production de vins réputés peuvent contribuer à cette reconnaissance. Au-delà d'une valeur patrimoniale refuge, de nombreux artistes et hommes d'affaires ayant réussi dans d'autres domaines acquièrent ces propriétés dans ce but, sans toujours un réel souci de rentabilité. Dans une optique de développement personnel, le secteur viticole a l'avantage d'être plus *propre* que la politique et plus accessible que la scène artistique.

Johnson) ont privilégié l'appellation Tokaj, afin de compléter leur gamme de produits avec un liquoreux prestigieux. Leur production est issue de leur propre vignoble, suivant le modèle du château bordelais. Les Allemands sont majoritairement apparus dans la production de mousseux (cf. Henkel Söhnelein, propriétaire de Törley et BB) et dans les appellations assurant des vins de bon rapport qualité-prix (par exemple Binderer-Danubiana). Ces investissements portent sur la transformation ; l'approvisionnement en raisins est assuré par des contrats.

La phase IDE s'achève en 1994, lorsque la loi interdit aux personnes morales ainsi qu'aux personnes physiques étrangères d'acheter des terres en Hongrie.

En Roumanie, nous pouvons distinguer des trajectoires d'investissement différentes selon que l'IDE vient d'un pays producteur net de vins (comme la France ou l'Italie, avec les entreprises Vinarte, SERVE ou Domeniile franco-romane) ou d'un pays consommateur net (comme le Royaume-Uni ou l'Allemagne, avec les entreprises Hallewood et Carl Reh Winery). Tandis que les premiers ont démarré leurs investissements dans la production viticole *via* les plantations de vignes (concession de terres, contrats puis achats), les seconds ont concentré leurs efforts d'investissements sur les structures de transformation vinicoles. Les fortes incertitudes de nature économique, politique et sociale ont amené ces différents investisseurs à finalement intégrer l'ensemble de la filière pour sécuriser tant leur approvisionnement en raisins que la production d'un vin de qualité (Ciolos-Villemin, 2011).

Les investisseurs étrangers ont impulsé de nouvelles dynamiques économiques en Europe de l'Est. Outre un apport important de capital, ils participent au développement du secteur par leur demande en équipements spécifiques (citons, en Hongrie, les agents exclusifs et les filiales des leaders de la viti-fourriture, tels Bücher-Vaslin ou Amorim), le transfert de leur technologie, mais aussi de leurs pratiques et de leurs savoir-faire, tant techniques qu'économiques ou sociaux. En Roumanie, les Italiens et les Français promeuvent ainsi une « approche terroir » tandis que les IDE des pays consommateurs viennent avec un « savoir-vendre » couplé à l'accès à leur marché national. Leurs limites d'action résident souvent dans leur méconnaissance des spécificités nationales et leurs difficultés d'accès aux actifs. En Hongrie, les investisseurs étrangers ont joué un rôle majeur dans la redynamisation de l'appellation Tokaj avec sa réintégration dans les circuits du commerce international. Leurs innovations (avec par exemple, l'Aszú de nouveau style) ont pu faire naître des inquiétudes au sujet de la perte de la gouvernance de l'appellation par les producteurs locaux.

Le retour de la diaspora au pays

Malgré les restrictions de la loi sur la terre de 1994, qui a bloqué les nouveaux IDE entrants, les investissements extra-sectoriels se poursuivent, réalisés par les anciens réfugiés de la dictature, qui réintègrent leur



citoyenneté. La renommée internationale des vins hongrois acquise de longue date, le bas coût de la terre, la politique agricole nationale et communautaire post-2004 qui favorisent les investissements viticoles et la reconnaissance sociale qu'apportent les investissements dans la viticulture nationale constituent les principales raisons de ces investissements.

Leur stratégie diffère de celle des IDE : les investissements ne se limitent pas au Tokaj et ils sont réalisés majoritairement en coopération avec les vigneronns locaux. Ces derniers apportent leurs compétences et leur capital humain, tandis que l'investisseur assure une source financière pour les investissements viticoles de pointe et embauche des spécialistes dans la production ainsi que dans le domaine du marketing.

Les hommes d'affaires

La transition a également permis l'émergence progressive d'hommes d'affaires nationaux. Ils ont accumulé du savoir-faire managérial, ainsi que du capital (financier, voire également politico-social) dans des secteurs en dehors de la viticulture (essentiellement le commerce, mais aussi, en ce qui concerne la Hongrie, les secteurs de la banque et de la pharmacie).

Une partie de ces hommes d'affaires a acheté des unités vitivicoles pendant la privatisation, mais la plupart ont investi dans le secteur après 2000. Leur succès réside dans leurs compétences de *businessmen* et leur association avec des personnes compétentes d'un point de vue technique : viticulteurs, œnologues, etc.

En 2012, nous avons estimé que huit hommes d'affaires parmi les cent plus riches Hongrois possèdent un domaine dans les appellations les plus prestigieuses du pays. Le plus célèbre exemple est le banquier Sandor Csanyi, dont la cave à Villány est aujourd'hui la plus grande exportatrice de cette appellation (Brazsil, 2007). En Roumanie, les entreprises Murfatlar et Jidvei qui dominent le classement des entreprises viticoles tant au regard des volumes commercialisés que du chiffre d'affaires, appartiennent à ce type de propriétaire.

La tradition comme facteur de développement

Le passé (*i.e.* les événements antérieurs à 1990) est aussi porteur de dynamiques positives. Le communisme n'a en effet pas tout réformé ou *détruit* et il existait, avant 1990, des îlots de libre initiative ainsi que des organisations traditionnelles : citons en

3 Il s'agit d'hybrides dits de « première génération » de variétés américaines introduites lors du phylloxéra en France à partir de 1870, parmi lesquels se trouvent les six cépages interdits : Noah, Othello, Isabelle, Jacques, Clinton, Herbemont.

Roumanie, la gestion des prairies communales, l'existence de zones non collectivisées (zones collinaires et de montagne, en particulier) ou encore, en Europe centrale et orientale, la persistance d'une agriculture dans les lopins de terre individuels). Ces différents exemples constituent autant de « facteurs inertiels positifs », comme nous les avons dénommés (cf. l'introduction).

L'exemple des *minifundia* vitivinicoles roumaines

Dans le cas du secteur vitivinicole roumain, nous avons pu constater, lors des enquêtes de terrain et des cartographies, comment, dans certaines zones viticoles, la tradition est plus forte que les contraintes économiques et peut s'avérer porteuse d'une dynamique d'émergence d'une classe moyenne de viticulteurs familiaux (Villemin, 2012). La transition postcommuniste s'est traduite, en Roumanie, par une forte expansion des surfaces plantées en vignes hybrides³ : de moins d'un quart à la moitié, de 1990 à aujourd'hui. Ce phénomène s'explique par le gonflement à partir de 1990 du pôle des *minifundia*. En effet, un quart de ces exploitations (soit environ un million) intègre le vin dans les besoins d'autoconsommation. Ces unités apprécient la rusticité de la vigne hybride qui leur permet de limiter les sorties monétaires liées aux achats de plants greffés-soudés certifiés et de pesticides (d'un facteur allant de 4 à 1 selon nos enquêtes) tout en assurant un entretien et un renouvellement aisés des parcelles, par le bouturage et la disponibilité d'une main-d'œuvre familiale abondante.

Si les trois quarts des *minifundia* viticoles ont fait le choix d'une production à partir d'hybrides, nous avons pu constater cependant qu'un quart cultive des cépages nobles de *vitis vinifera*, malgré des coûts d'entretien élevés. Il s'agit d'unités :

- 1) situées dans des zones non collectivisées ou ayant hérité de vignes avec les terres restituées lors du démembrement post-1990 des kolkhozes ;
- 2) détenues par des propriétaires *connaisseurs* qui apprécient la qualité gustative des vins issus de vignes nobles (moins acidulés et foxés que les vins issus des vignes hybrides), détiennent un savoir-faire relatif à la culture de la vigne (entretien, taille, etc.) et à la production de vin.

En conclusion, un quart des *minifundia* viticoles transcende les contraintes économiques, pourtant très fortes, en faveur de la poursuite d'une *tradition viticole* de qualité, reposant sur la vigne noble. La plupart se situent dans des zones collinaires et reconnues pour l'ancienneté de leur patrimoine viticole. La tradition viticole s'est ainsi perpétuée sous le communisme, grâce entre autres aux lopins de terre. Il s'agit d'une catégorie d'exploitants susceptibles d'alimenter aujourd'hui le pôle émergent des exploitations commerciales familiales, grâce au programme d'aides européennes, dit « de restructuration ».



Continuité des savoir-faire paysans et de la régulation vitivinicole en Hongrie

Le régime socialiste hongrois a laissé la possibilité d'accès à des lopins de terre : jusqu'à 0,3 ha de vigne (ou 1 ha de terre arable). D'autre part, la réforme économique de 1968 a incité les coopératives et les fermes d'État à la location en fermage des terres aux travailleurs issus des secteurs intensifs en main-d'œuvre, telle la viticulture, avec la contrainte d'une vente obligatoire du raisin ou de la majorité du vin à la cave collective. Enfin, au cours des années 1980, après des années désastreuses de gel, l'État a permis la création de *coopératives de vigneron*, les *szakcsoport*. Elles reposaient sur le fermage d'une durée de 25 à 30 ans d'une surface de terres de 25 à 30 ha. La plantation et la culture de la vigne étaient assurées par les membres ainsi que les travaux manuels, tandis que les travaux mécaniques dépendaient de prestataires. Une coopérative de vigneron réunissait de 50 à 60 membres (soit une surface maximale de 0,6 ha par personne). Le raisin produit était acheté par la cave d'État.

Cette forme de pré-privatisation, le lopin de terre ainsi que le fermage ont permis aux viticulteurs de perpétuer la tradition viticole et d'utiliser les méthodes traditionnelles de vinification dans leur cave, tout en assurant un revenu supplémentaire pour les familles rurales⁴. À noter qu'une partie du vin pouvait être vendue en direct à des particuliers, et ce, dans une économie centralisée ! Au moment du changement de régime, ce sont ces cellules de production qui ont lancé une révolution de qualité dans le secteur après la récupération des terres.

Les communautés de vins, restaurées en 1994, après avoir été interdites sous le régime communiste, sont aujourd'hui le pilier de la politique de qualité hongroise. Organisations professionnelles de caractère public, elles regroupent des producteurs vitivinicoles, issus des niveaux communal, régional et national. Elles coordonnent les cahiers des charges, assurent le service technique aux producteurs et sont à l'origine de nombreux programmes de développement et d'animation (concours de vin, voyages d'études, routes des vins, etc.). Leur origine remonte au XIII^e siècle. Leur rôle économique et régulateur est devenu déterminant après la crise du phylloxéra, quand la loi de 1894 les a officiellement intégrées dans le système de régulation de la filière (Sidlovits, 2004).

En conclusion, des modalités de régulation et de savoir-faire se sont perpétuées en Roumanie et en Hongrie sous le communisme malgré de nombreuses contraintes et restrictions. Ces traditions, qui rejaillissent aujourd'hui sont autant de leviers de développement d'une viticulture de qualité.

⁴ Les recettes en deux années d'une surface de 0,3 ha de vignes pouvaient assurer l'achat de la fameuse voiture du peuple des années 1970-1980, la Trabant.

Des innovations locales ?

Outre le rôle des investisseurs et des traditions dans le renouveau du secteur vitivinicole est-européen, nous observons également l'émergence d'innovations. Nous en citerons deux exemples, issus de la Roumanie, puis de la Hongrie.

Des innovations en Roumanie en termes de gouvernance d'entreprises

En l'absence d'importants volumes de capitaux disponibles, les privatisations en Europe centrale ont conduit à l'émergence d'un grand nombre d'entreprises à gouvernance interne, c'est-à-dire d'unités dirigées par des salariés ou des managers issus de l'entreprise (Andreff, 2007). Selon la littérature spécialisée, cela se traduit par un déficit de performance ; les parties prenantes, très impliquées dans l'entreprise en tant qu'employés, sont en effet susceptibles de ne pas prendre les *bonnes décisions* pour l'entreprise, lorsqu'il s'agit de la restructurer afin qu'elle devienne aussi performante que leurs concurrentes d'Europe de l'Ouest.

La restructuration du secteur vitivinicole roumain pâtit des écueils décrits par la littérature : plus de 80 % des entreprises privatisées ont ainsi fait faillite ou suivent une trajectoire de sortie du secteur. Nous avons pu cependant relever l'existence de quelques « innovations managériales » en termes de restructuration. Les entreprises à gouvernance interne, SC Vinia SA et SC Cotnari, conformément aux avertissements de la littérature, n'ont pas engagé de restructuration brutale ; elles ont fait le choix d'éviter de licencier le personnel. Cependant, contrairement aux préconisations des économistes, leurs performances ne se sont pas dégradées, voire se sont améliorées. Afin d'éviter le licenciement des employés, elles ont en effet privilégié un développement ou un maintien actif de leurs marchés, vers les pays de l'ex-URSS pour Vinia et sur le marché domestique pour Cotnari. Si Vinia est *in fine* passée dans les mains d'un actionnaire externe, Cotnari est aujourd'hui une entreprise prospère, qui a profité de sa forte notoriété sur le marché local, en opérant une restructuration graduelle de sa production, de son management et de son marketing.

L'exemple hongrois de l'organisation de la communauté locale autour de la vente directe

Le régime socialiste a promu la plantation de cépages blancs dans l'appellation Villány, pourtant reconnue, avant la Seconde Guerre mondiale, pour ses vins rouges, tant sur le marché hongrois qu'international. Les vigneronnes ont cependant conservé la culture des cépages rouges sur leur lopin de terre, ainsi que les méthodes de vinification traditionnelles au sein de leur cave personnelle ; les vins étaient alors vendus à des particuliers. ➤

Au moment du changement de régime, les producteurs locaux ont vite pris conscience de leur retard face aux nouvelles conditions économiques, à savoir la perte de leur ancienne renommée et la demande des consommateurs de vins rouges structurés de haute qualité. Ils se sont engagés dans un programme de renouveau de l'appellation. Concernant la production, les communautés de vin ont lancé un projet de restructuration des vignobles en favorisant les cépages rouges historiques et mondiaux, renouvelé les méthodes de vinification et mis en place, en 2006, un nouveau cahier des charges. La commercialisation des vins de Villány repose désormais sur la vente directe et l'œnotourisme. Les vigneronns ont compris que la nouvelle génération de consommateurs exige d'avoir une relation authentique avec les producteurs. Ils ont également compris que le vin seul n'attire pas les gens.

Ce raisonnement a incité les producteurs à créer, en 1994, la route du vin dont les membres sont les vigneronns, les restaurateurs, les prestataires d'hébergement, etc. Un comité professionnel certifie la qualité des services des membres et examine si le cahier des charges est bien respecté. L'association organise régulièrement des soirées, des fêtes du vin et des week-ends thématiques autour de vins (citons, « Si c'est vendredi, c'est Villány ! »).

Aujourd'hui Villány est la première destination œnotouristique du pays, et la route des vins est encore en plein développement. Il s'agit d'un exemple phare pour la Hongrie et les pays limitrophes.

La restructuration d'après 1990 des secteurs viticoles hongrois et roumain a été un vaste chantier de la transition. La liquidation de pans entiers du secteur a laissé place à des éléments de renouveau, que ce soit *via* l'apport de capitaux, d'origine étrangère ou nationale, la continuité des traditions ou l'expression du potentiel d'innovation des acteurs. D'abord timide, ce changement a été conforté et amplifié par l'entrée de ces pays dans l'Union européenne. La plus grande stabilité de l'environnement économique et politique, l'existence de perspectives claires, l'accès à des financements, en particulier pour la restructuration des vignobles et la promotion des vins, ont stimulé les ressorts du renouveau, d'un secteur désormais en pleine effervescence. ■

À lire

W. Andreff, *Économie de la transition. La transformation des économies planifiées en économies de marché*, éd. Bréal, 2007.

D. Brazsil, « Les investissements extra-sectoriels dans une appellation d'origine contrôlée viticole hongroise : le cas de Villány », Mémoire de recherche Master 2 EGDAAR, SupAgro Montpellier, 2007.

- V. Ciolos-Villemin, « ... et la Roumanie », in H. Hannin, J.-P. Couderc, F. d'Hauteville & E. Montaigne (éd.), *La vigne et le vin. Mutations économiques en France et dans le monde*, éd. La Documentation française, 2011, p. 43-48.
- E. Montaigne, J.-P. Couderc, H. Hannin, F. d'Hauteville, *Bacchus. Enjeux, stratégies et pratiques dans la filière vitivinicole*, éd. Dunod, 2005, 2006, 2007.
- J.-C. Montigaud, « L'analyse des filières agroalimentaires : méthodes et premiers résultats », *Économies et sociétés*, série Développement agroalimentaire, AG n° 21, juin 1992, p. 59-83.
- D. Sidlovits, *La viticulture hongroise au seuil de l'Union européenne*, ONIVINS, 2004. Disponible en ligne sur <http://www.onivins.fr>
- N. Terpend, *Guide pratique de l'approche filière. Le cas de l'approvisionnement et de la distribution des produits agroalimentaires*, FAO, série Aliments dans les villes, 1997.
- V. Villemin, W. Andreff, & E. Montaigne, « La marginalisation des minifundia. Le cas vitivinicole roumain face aux politiques publiques », *Économie rurale* n° 325-326, septembre-novembre 2011, p. 129-144.
- V. Villemin, « La restructuration comportementale postsocialiste et la bipolarité des trajectoires vinicoles roumaines », Thèse de doctorat en sciences économiques, Montpellier Supagro, UMR 1110 MOISA, 2012.